

Entre acceptation humaine et qualité de l'habitat: les régions théoriquement propices au loup

Des chercheurs de l'université de Zurich ont mené un projet visant à connaître les régions de Suisse propices au loup. Pour ce faire, ils ont élaboré un modèle socio-écologique qui combine l'acceptation humaine de cette espèce et la qualité écologique de l'habitat disponible. Selon les critères socio-écologiques retenus par cette étude, seuls 6% du territoire suisse seraient favorables au loup. Le Valais en serait en grande partie exclu, notamment le Haut-Valais, l'acceptation humaine du loup dans notre canton étant apparemment très faible.

Pourquoi tenir compte de la composante sociologique dans la gestion de la faune?

Les modèles de qualité écologique de l'habitat sont couramment utilisés en biologie de la conservation pour évaluer le potentiel d'une zone en termes de colonisation et d'occupation par une espèce. Cependant, ces modèles sont souvent peu réalistes car ils n'intègrent que rarement une analyse spatiale de l'acceptation humaine vis-à-vis de l'espèce étudiée. Etant donné que les habitats de la faune sauvage sont de plus

en plus anthropisés, la méconnaissance de cette composante sociologique pourrait entraîner à la fois une représentation inexacte du potentiel de colonisation et d'occupation à l'échelle spatiale, et déboucher sur des propositions de gestion inappropriées. Pour combler cette lacune, Behr *et al.* (2017) ont élaboré un modèle socio-écologique qui considère à la fois l'acceptation humaine et la qualité écologique de l'habitat afin de mieux prédire l'expansion spatiale du loup en Suisse dans le futur.

Figure en couleur voir www.fauna-vs.ch

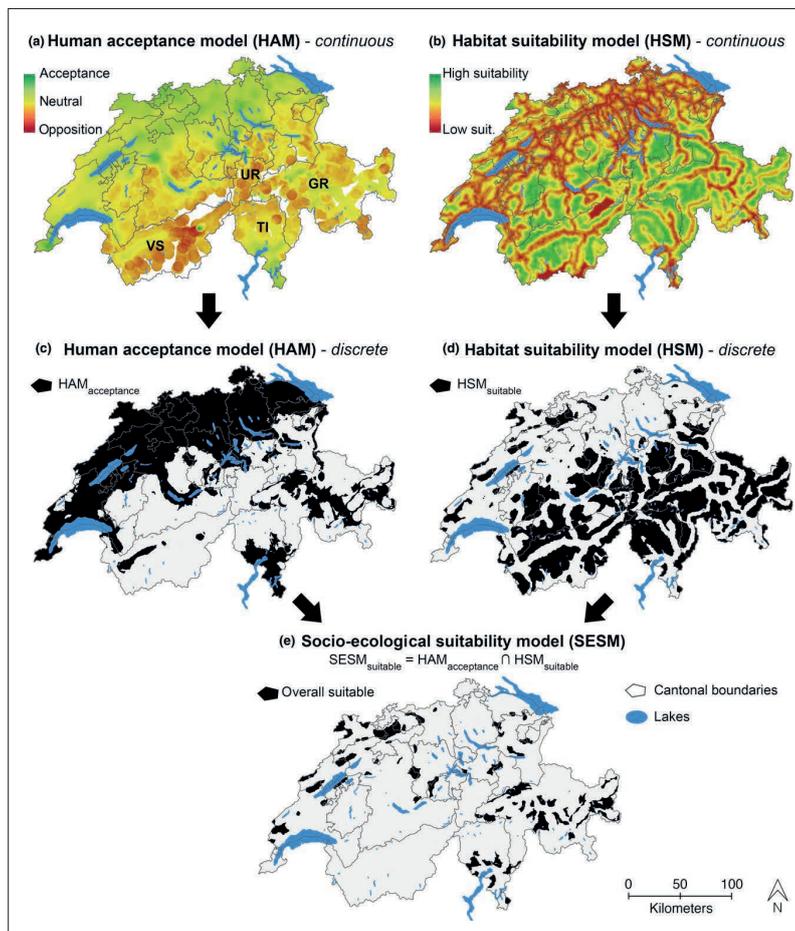


Fig. 1: (a) et (c) Résultats du modèle de l'acceptation humaine du loup en Suisse; (b) et (d) résultats du modèle de qualité écologique de l'habitat, (e) résultats du modèle de pertinence socio-écologique du loup en Suisse: en noir, les zones favorables au loup. Source Behr *et al.* 2017.

Elaboration d'un modèle de pertinence socio-écologique

Les chercheurs ont distribué 9428 questionnaires à des citoyens lambda dans différentes régions de Suisse, dont 3142 leur ont été retournés. La première question visait l'acceptation du loup: «Êtes-vous pour ou contre la présence de loups sauvages sur le territoire suisse?». Diverses variables éco-géographiques, sociales et démographiques, telles que densité humaine, âge, langue, fréquence touristique, abondance des élevages caprin et ovin, distance au lieu le plus proche d'une présence confirmée du loup, nombre d'attaques sur les élevages caprin et ovin, altitude et zone agricole, ont été modélisées afin d'identifier les facteurs sociodémographiques clés corrélés à l'acceptation du loup et les modéliser spatialement. Ce modèle spatial d'acceptation a été croisé avec un modèle de qualité écologique de l'habitat.

Les Suisses et le loup: des opinions polarisées mais équilibrées

L'enquête rapporte que 49% des personnes interrogées étaient contre le loup, 45% pour et 6% neutres. Ajustées à la densité humaine, des extrapolations de ces résultats à l'ensemble du territoire helvétique révèlent cependant que 59% de la population suisse seraient en faveur du loup, alors que 34% seraient contre l'installation durable de ce super prédateur. Selon l'étude, un premier facteur

clef de l'acceptation humaine du loup serait l'appréciation de la nécessité de protéger le bétail. L'intérêt pour la thématique du loup serait également un facteur clef qui influencerait positivement l'acceptation humaine de cette espèce. La peur du loup et/ou la perception de la dangerosité que le loup peut représenter pour l'humain (risque d'attaques) représenteraient quant à elles les principaux facteurs clefs influençant négativement l'acceptation du loup.

L'étude montre aussi que les personnes qui chassent ou qui ont eu, directement et indirectement, des expériences négatives avec le loup ont tendance à percevoir le loup comme un animal dangereux. Par contre, les personnes possédant un diplôme universitaire ou appartenant à une ONG environnementale percevraient plutôt le loup comme un élément bénéfique.

La distribution spatiale de l'acceptation du loup en Suisse

La carte suisse d'acceptation humaine du loup (Fig. 1a et c) montre une diminution de l'acceptation avec l'altitude et avec la proximité des lieux de présence confirmée du loup, ainsi qu'une augmentation de l'acceptation dans les régions à forte densité humaine. En bref, plus on vit haut en montagne et proche du loup et plus on est réticent à l'accepter, et vice versa. Ainsi, le modèle prédit une bonne acceptation du loup dans les régions du Plateau et dans le massif du Jura. Dans les Alpes, l'opposition au loup semble plus marquée, avec des zones plus tolérantes (Tessin et Grisons) que d'autres (Uri, Valais central au Sud du Rhône et Haut-Valais).

Les régions propices au loup

Selon ce modèle socio-écologique, il existe peu de chevauchements spatiaux (6% de la Suisse) entre zones à bonne acceptation et à habitat approprié (Fig. 1e). Il s'agit essentiellement du massif du Jura (19% de cette région semble être appropriée au loup) et des Alpes orientales et méridionales, mais il faut noter que le Jura n'est pas encore colonisé par le loup. Toujours selon ce modèle, seuls 6% des régions alpines helvétiques seraient propices au loup. Ce modèle socio-économique contraste avec le modèle écologique (Fig. 1b et d) qui prédit lui que 51% des régions alpines sont propices au loup. Malgré des conditions écologiques favorables, le Valais ne serait ainsi pas une région propice au loup, l'acceptation de cette espèce n'étant pas suffisante.

Initiatives anti-prédateurs à Uri et en Valais

A mi-août, une initiative contre le loup, l'ours et le lynx a abouti dans le canton d'Uri. Elle a récolté 3300 signatures alors qu'il n'en fallait que 600 pour aboutir. L'initiative demande que le canton d'Uri émette des directives concernant les grands prédateurs, notamment la possibilité de limiter leurs effectifs. Elle exige aussi que la réintroduction et la remise en liberté de ces animaux sauvages soient interdites. En Valais, l'initiative cantonale «Pour un canton du Valais sans grands prédateurs» a abouti avec 9525 signatures, alors que 6000 suffisaient. Elle a été déposée en début d'année à la Chancellerie cantonale. L'initiative vise à introduire dans la Constitution cantonale valaisanne le texte suivant: «L'Etat élabore des prescriptions contre les grands prédateurs et à (sic) la limitation et la régulation du nombre des grands prédateurs, en particulier, l'introduction et la mise en liberté de grands prédateurs ainsi que la promotion de leur population sont interdites.» En d'autres termes, l'initiative demande que le canton du Valais élabore des prescriptions contre les grands prédateurs dans le but de restreindre le nombre de ces derniers (notons que selon l'intitulé on ne veut pas seulement réduire leurs effectifs mais les éliminer purement et simplement). Selon cette initiative, l'introduction et la mise en liberté de grands prédateurs ainsi que la promotion de leur population seraient interdites. fauna•vs estime que l'initiative valaisanne est extrêmement dangereuse car elle pourrait prêter non seulement les populations de loup, lynx ou ours, mais aussi des espèces comme l'aigle royal ou le hibou grand-duc étant donné que le terme «grands prédateurs» n'est jamais défini. Par ailleurs, les raisons de vouloir restreindre les populations de grands prédateurs ne sont, pour fauna•vs, pas scientifiquement justifiées. Il existe en effet en Valais suffisamment de têtes de gibier pour permettre aux populations de grands prédateurs et aux chasseurs de coexister. Les mesures de protection des troupeaux, bien que parfois difficiles à mettre en oeuvre, permettent de réduire les déprédations qui restent infimes par rapport au cheptel domestique. Il est tout à fait possible pour 340'000 Valaisans, 100'000 têtes de bétail, 50'000 têtes de gibier de cohabiter avec quelques dizaines de loup et de lynx. Ce sont surtout les mentalités qui sont appelées à changer.

Applications

Ce modèle socio-écologique permet avant tout de prédire où se situent les plus fortes résistances au retour du loup, soit là où un effort accru d'information de la population et des usagers du territoire sur la réalité du loup, notamment au sujet de sa dangerosité pour l'intégrité physique de l'homme, doit être mis en oeuvre. De façon plus générale, les hommes et la faune sauvage seront de plus en plus appelés à partager les mêmes espaces et une planification raisonnée des usages du sol devra mieux tenir compte des composantes socio-économiques. ■

Clémence Dirac Ramohavelo

Article de référence:

Behr, D.M., A. Ozgul & G. Cozzi. 2017. Combining human acceptance and habitat suitability in a unified socio-ecological suitability model: a case study of the wolf in Switzerland. *Journal of Applied Ecology*.